

Un vaste plan d'économies de 10 milliards d'euros : l'austérité enfin assumée !

Comme nous l'avons déjà exprimé, la loi de finances 2024 était fondée sur des projections de croissance exagérément optimistes. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement passe aux aveux. Sous prétexte « *d'un nouveau contexte géopolitique* », il a révisé à la baisse la croissance pour 2024 de 1.4% à 1%, entérinant des perspectives médiocres.

La révision à la baisse de la croissance nécessite selon lui un plan « *d'efforts immédiat* » pour atteindre l'objectif de déficit de 4.4% du PIB en 2024. Le « *nouveau contexte* » est utilisé pour agir rapidement par décret d'annulation, c'est-à-dire en contournant la présentation au parlement d'une loi de finances rectificative.

Le ministre de l'Economie et des Finances a ainsi annoncé dimanche 18 février une coupe supplémentaire de 10 milliards d'euros pour 2024. Les dépenses de tous les ministères sont dans le viseur (5 milliards d'euros). En particulier, les recrutements des fonctionnaires seront amputés. Le gouvernement prévoit 700 millions d'euros d'économies sur la masse salariale de l'Etat. 750 millions d'euros sur les achats. Une réduction des déplacements de 20% et des économies sur l'immobilier avec la réduction de 25% des surfaces de bureaux. Les politiques publiques seront également concernées : le budget de MaprimeRenov diminuera de 1 milliard d'euro, celui de l'apprentissage de 200 millions d'euros, le plan « compétences » de 150 millions d'euros et le compte personnel de formation (CPF) de 200 millions d'euros. Enfin, les coupes toucheront les opérateurs (1 milliard), l'aide au développement (1 milliard) et le fonds vert aidant les collectivités territoriales (400 millions d'euros).

Face à la croissance qui s'enlise, à la montée des rivalités économiques et géopolitiques, le gouvernement clarifie ses orientations budgétaires. Il semble déterminer à renouer avec le tournant austéritaire post-crise financière de 2008, en sacrifiant les services publics. Une cure qui, loin d'aboutir à la stabilité des finances publiques, conduira à accélérer le ralentissement économique et la récession. FO réitère que le service public est garant de la cohésion sociale. Sans service public, nous n'avons plus rien !

Cette annonce, dans le sillage du discours de politique générale du nouveau premier ministre s'inscrit dans la logique de remise en cause du modèle social français. Rappelons qu'en dépit du creusement du déficit et de la dette, le gouvernement a maintenu l'ensemble des baisses d'impôts organisées depuis sept ans (70 milliards d'euros de recettes en moins par an !). Il ne remet pas non plus en cause les aides versées aux entreprises, dont notamment certaines niches fiscales ou les exonérations de cotisations sociales. FO revendique une conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises. Ces dernières subventionnent les employeurs payant les plus bas salaires. Enfin, il continue d'ignorer les enjeux liés à l'optimisation, à l'évasion fiscale et à la fiscalité du patrimoine. FO s'oppose à cette surenchère suicidaire d'un point de vue social, économique et démocratique.

Paris, le 21 février 2024

Contact :

Hélène FAUVEL
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ [hfaudel](mailto:hfaudel@force-ouvriere.fr)

[@force-ouvriere.fr](https://www.force-ouvriere.fr)

☎ 01.40.52.84.45